



Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire
75011 Paris

&

LA PLATEFORME FRANÇAISE DE SOLIDARITÉ AVEC HAÏTI



Paris, le 23 Novembre 2022

Le Collectif Haïti de France et la Plateforme française de solidarité avec Haïti s'associent pour dénoncer la façon scandaleuse dont sont régulièrement traités les ressortissants Haïtiens et les Dominicains d'origine haïtienne en République Dominicaine. La chasse aux migrants en provenance d'Haïti s'est intensifiée ces derniers jours, se transformant en une campagne très dangereuse de déportations massives et de nettoyage ethnique.

Le Haut-commissariat des Nations unies aux droits humains a appelé les gouvernements en Amérique, y compris celui de la République Dominicaine, à cesser les expulsions, en raison de la situation dramatique en Haïti. Comme seule réponse, les autorités dominicaines, arguant de leur droit de décider seules de la politique à appliquer sur leur territoire, ont entrepris une violente campagne de répression contre les Haïtiens. Des militaires dominicains et des civils commettent des exactions contre des Haïtiens en toute impunité. La faiblesse de l'État Haïtien face à cette situation très préoccupante renforce de fait cette impunité.

Le racisme, la discrimination, la haine, la xénophobie et l'anti-haïtianisme érigés en système ne pourront jamais résoudre une crise migratoire. Cette situation est inacceptable et doit cesser immédiatement.

Comme une grande partie des associations et de la société civile progressiste dominicaine et haïtienne, nous condamnons énergiquement le décret 668-22, pris le 11 novembre par le président dominicain, Luis Abinader Corona, qui permet l'expulsion de milliers de personnes vivant dans des bateys (campements de coupeurs de canne, sortes de bidonvilles) en République Dominicaine depuis des décennies. Le massacre d'octobre 1937, sous la dictature de Trujillo, est dans toutes les mémoires.

Les organisations nationales, régionales et internationales doivent dénoncer ces pratiques d'un autre âge et rappeler à la République Dominicaine le droit en matière de migration.

Le Collectif Haïti de France comme la Plateforme française de solidarité avec Haïti, demandent instamment au gouvernement dominicain de respecter les conventions internationales qu'il a signées et d'observer les principes fondamentaux des droits humains. Que la chasse aux

migrants, les violences contre les Haïtiens et des noirs de toutes origines, les expulsions, les traitements inhumains, les déportations et le nettoyage ethnique cessent sans délai.

Nous demandons en outre au Gouvernement Français et à la Commission Européenne d'intervenir en urgence dans ce sens auprès du gouvernement dominicain et d'appuyer l'Organisation des Nations Unies.

Pour le Collectif Haïti de France

La présidente

Ornella Braceschi

Pour la Plateforme Française de Solidarité avec Haïti

- France Amérique Latine
- Collectif Haïti de France
- Action citoyenne pour le respect des droits des Haïtiens vivant à l'étranger
- ACDH NEPTALI
- APESE Haïti
- Association coopérative l'Espérance
- Association Culturelle Franco-Haïtienne : POUR HAÏTI
- Association génération d'action (AGDA)
- Association GRANDIR EN HAÏTI
- Association Haïtimoun32
- Association KA-Théâtre
- Caribéenne et Afro-canadienne en France
- Centre Anacaona Droits Humains Haïti
- CIDIHCA France
- Codev Occitanie
- Forum Haïtien pour la paix et le développement durable
- Relais France-Europe de la Fondation Max Cadet d'Haïti

- Contact :
plateformesolidaritehaiti@gmail.com